



**PRÉFET
DE L'INDRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfet de l'Indre

dossier n° DP 036 044 25 00069

date de dépôt : 12 février 2025

demandeur : **MINISTERE DE LA JUSTICE,**
représenté par Monsieur ASSILA Hamidane
pour : **remplacement de 4 fenêtres au rez de**
chaussée du palais de justice et modifications
aspect extérieur

adresse terrain : **1 Place Lucien Germereau, à**
Châteauroux (36000)

ARRÊTÉ
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de l'État

Préfet de l'Indre

Vu la déclaration préalable présentée le 12 février 2025 par le **MINISTERE DE LA JUSTICE,**
représenté par Monsieur ASSILA Hamidane demeurant 4 Rue Léon Mauris, Dijon (21000);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour le remplacement de 4 fenêtres au rez de chaussée du palais de justice et modifications aspect extérieur ;
- sur un terrain situé 1 Place Lucien Germereau, à Châteauroux (36000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 19 mai 2025;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 13/02/2020 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 21/05/2025 assorties de prescriptions ;

Considérant qu'en l'état le projet n'est pas conforme aux régl's applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou sa mise en valeur, mais qu'il peut y être remédié ;

Vu l'arrêté n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 du préfet de l'Indre portant délégation de signature à M. Rik Vandererven, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté n° 36-2025-03-20-00002 du 20 mars 2025 du directeur départemental des territoires de l'Indre portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires.

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis en date du 21/05/2025 ci-annexé, devront être strictement respectées

Fait à Châteauroux, le **26 MAI 2025**

Pour le préfet et par subdélégation
Le Chef de l'Unité Application du droit des sols,

François BOITIER



NOTA : Le pétitionnaire devra impérativement porter l'avis de Monsieur l'Architecte de Bâtiments de France à la connaissance de l'entreprise chargée de la bonne exécution des travaux.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
CENTRE-VAL DE LOIRE**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
de l'Indre**

Dossier suivi par : SCHELLER Gerhard
Objet : Plat'AU - DECLARATION PREALABLE

Numéro : DP 036044 25 00069 U3602

Adresse du projet : 1 Place Lucien Germereau TRIBUNAL 36000
CHATEAUROUX

Déposé en mairie le : 16/05/2025

Reçu au service le : 16/05/2025

Nature des travaux: 11163 Remplacement de menuiseries,
12182 Modifications aspect extérieur / aménagement intérieur

Demandeur :

Ministère de la Justice Ministère de la
Justice représenté(e) par Monsieur Assila
Hamidane

4 Rue Léon Mauris
21000 DIJON

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur. Il peut cependant y être remédié. **L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1)

Le bâtiment est identifié sur le plan réglementaire du Site Patrimonial Remarquable (SPR) comme ' patrimoine architectural exceptionnel ' et est situé en secteur PUB.

Le titre III du règlement s'applique.

Afin de respecter le règlement, le projet doit se conformer aux prescriptions suivantes :

- La mise en conformité des nez de marches par rapport à la réglementation d'accessibilité PMR doit correspondre aux dispositions suivantes :

* La longueur de la zone bouchardée est limitée à environ 1,40 m, dimension définie par l'axe des deux colonnes centrales, pour accompagner à chaque extrémité de l'escalier monumental les deux mains courantes existantes. La partie centrale de l'escalier, limitée donc par les axes des colonnes centrales, restera en l'état et formera une zone contrastée.

* La zone bouchardée sera distancée du garde-corps en pierre d'environ 10 cm, des contremarches d'environ 3 cm.

* La zone bouchardée présentera une largeur (en sens horizontal de la marche) de 4 cm.

- Les menuiseries remplacées doivent respecter strictement le dessin, les matériaux et les finitions/teintes d'origine. Toutes les traverses de petits bois sont structurelles, pas de pose par collage.

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Indre - Cité administrative Bertrand - Bâtiment C, Boulevard George Sand, CS 10514 - 36018 CHATEAUROUX Cedex - 02 54 08 78 80 - udap.indre@culture.gouv.fr

Les quincailleries seront remployées ou remplacées selon le modèle d'origine dans la nouvelle menuiserie.

(2)

Le pétitionnaire devra impérativement porter le présent avis à la connaissance de l'entreprise chargée de la bonne exécution des travaux.

Cet avis ne préjuge pas de l'arrêté d'autorisation de travaux délivré par le maire.

Fait à Châteauroux



Signé électroniquement
par Gerhard SCHELLER
Le 21/05/2025 à 16:38

L'architecte des Bâtiments de France
Monsieur Gerhard SCHELLER

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre-Val de Loire - 6 rue de la Manufacture - 45043 Orléans cedex) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du Code de l'urbanisme.

ANNEXE :

Site Patrimonial Remarquable de Châteauroux

